

Fil Europe, Journée du samedi 6 septembre 2008

Compte-rendu d'atelier

L'EUROPE DANS LA CROISSANCE

Jean PEYRELEVADE, Henri MALOSSE, Delphine BENSE

Intervenants

Jean PEYRELEVADE est Vice-Président du Mouvement Démocrate en charge des questions économiques.

Henri MALOSSE a été militant au CDS, puis à l'UDF. Il milite maintenant au MoDem. Il a créé une délégation des chambres de commerce au niveau européen et est élu du Comité Économique et Social européen.

Delphine BENSE est enseignante à l'Université de Savoie, à Annecy.

Résumé

L'idée de cet atelier est de trouver des solutions à ce grand défi :

- ⇒ *Comment coordonner des pays aux situations très différentes et aux égoïsmes nationaux parfois encore très prégnants comme le montrent notamment les accusations répétées contre la BCE. Sont-elles fondées ? N'est-ce pas un faire-valoir, une excuse facile pour la France à ses propres insuffisances ?*

Interventions

Jean PEYRELEVADE a voulu que le dialogue avec l'assemblée soit nourri, c'est pourquoi il a « posé le décor » rapidement, pour laisser plus de temps pour le débat. Ainsi, il a expliqué que l'Europe, en matière de croissance, manque sérieusement de coordination, ce qui explique pourquoi les États-Unis reprennent plus vite que nous en cas de crise. Par exemple, les choix politiques sont difficiles à faire en Europe, d'autant plus que la politique économique n'est pas soutenue par un seul et unique Ministre européen de l'Économie mais vingt-sept.

Mis à part Jean-Claude TRICHET, à la tête de la BCE, nous manquons d'hommes et de femmes qui puissent prendre de réelles décisions pour rétablir la croissance ou en tout cas inverser les cycles. Dès lors, les questions à se poser sont : quels sont les instruments de l'Europe pour rétablir la croissance ? Faut-il en créer de nouveaux ?

Se pose aussi la question de la régulation. Comment réguler l'économie lorsque vingt-sept pays si divers prennent des décisions tout autant variées ? Que peut concrètement faire l'Europe face à des désastres financiers tels la crise des *subprimes* ? De même, nous sommes d'une grande inefficacité lorsqu'il s'agit de négocier dans les institutions économiques internationales (OMC...) puisque nous devons y aller à vingt-sept et non à un.

Une fois ces problèmes posés, **Henri MALOSSE** a voulu détailler le concept « d'Europe de la croissance ». Revenant d'Helsinki, il a pu constater que la Finlande génère une croissance de 4-5% par an, soit plus que les États-Unis. Il évoque alors l'importance des investissements en recherche et développement faits en Finlande mais aussi et surtout le fait que pour 90% des Finlandais, la mondialisation est perçue comme une opportunité à saisir. En outre, le consensus règne chez nos amis nordiques alors qu'en France, l'affrontement semble la règle.

Après cela, **Henri MALOSSE** a expliqué pourquoi il a estimé que nous avons « loupé » notre passage à l'euro, en se reposant sur cet acquis et en en faisant un prétexte à ne plus transférer de souveraineté dans de nouveaux domaines. Dès lors, seule la politique monétaire est transmise à l'échelon européen mais pas la politique économique et sociale. Cette lacune nous empêche de faire des progrès en termes de croissance.

Après cela, **Delphine BENSE** est intervenue pour répondre à la question : *Le budget européen est-il suffisant au regard des aspirations qui sont les nôtres ?*

À nouveau, elle rappelle les écarts qui existent dans une Europe à 27 mais avec seulement 15 pays dans l'Eurozone. Elle rappelle aussi que le budget français est le double de celui de l'UE pour huit fois moins de population. En outre, la Commission ne peut pas accroître ses ressources : il n'existe pas d'impôt européen. Par ailleurs, la charge du budget n'est pas équilibrée. On rembourse en ce moment la Grande-Bretagne pour ses investissements précédents : c'est le « rabais britannique ». Ainsi, des pays plus pauvres doivent donner des fonds à la Grande-Bretagne.

Ensuite, elle a pointé du doigt la mauvaise utilisation du budget, avec très peu d'investissements dans l'avenir mais beaucoup dans la gestion et la conservation (c'est le premier poste de dépense européen) alors que la formation n'arrive qu'en 3^e position.

À cela s'ajoute l'inexistence d'outils pour mener une vraie politique budgétaire. Nous ne sommes pas capables d'inverser les cycles négatifs pour notre économie. Nous n'avons pas les moyens d'être réactifs vis-à-vis de la conjoncture. **Delphine BENSE** estime que les pays excédentaires comme la Finlande devraient reverser une partie de leurs excédents pour plus de cohésion en cas de chocs dans nos pays. Mais la vraie question reste celle de la solidarité : « quelle Europe voulons-nous ? » Une Europe solidaire, plus intégrée, qui se bat pour sa croissance ? Ou une simple Europe d'échanges particuliers ? Ne pas répondre à cette question fait stagner l'Europe.

Une fois cet exposé fini, le débat s'est ouvert.

Débat

Un militant de Bordeaux propose une coopération renforcée de certains États membres pour être le fer de lance de la croissance.

Un autre militant s'étonne que le Parlement européen n'ait pas été évoqué par les intervenants. N'est-ce pas la première chose sur laquelle on doit insister en matière budgétaire ?

Encore un autre militant : dans quelle politique budgétaire doit-on intégrer le ferroutage ?

Complément par un autre militant : quelles sont les possibilités pour mettre en place ce genre de politiques ?

Henri MALOSSE explique que le problème du Parlement européen est qu'il ne peut pas augmenter ses propres recettes. Il peut éventuellement discuter à la marge l'allocation de ses ressources mais en rien le montant desdites ressources. Parallèlement à cela, on assiste à un repli des États sur eux-mêmes en matière de politique économique.

Jean PEYRELEVADE confirme et pense que l'institutionnalisation plus poussée des politiques économiques européennes sera très difficile. Il précise ensuite que l'on a besoin de plus de politiques communes sur des grands secteurs comme l'énergie, en ces temps de crise géorgienne. Le MoDem, puis les Français, devrait être capable de dire ce dont nous avons besoin secteur par secteur. Ex : nous sommes pour la création d'une agence européenne de l'énergie. Quelle est l'amplitude de la mission que nous souhaiterions voir l'Europe exécuter ? Ensuite, par quelles ressources : institutions, type de gouvernance etc ? En clair, il faut donner une feuille de route très précise domaine par domaine. Si nous étions capables de proposer cela (nous en sommes loin au regard des propositions et déclarations du gouvernement français), nous pourrions ensuite poser la question à nos partenaires : qui est prêt à nous suivre, à discuter avec nous ? Il faut commencer au plus vite la création de ces feuilles de routes, pour plus d'intégration. En outre, il plaide pour une régulation européenne unique.

Le débat reprend avec un militant qui avoue se sentir « candide » face à cette Europe « lointaine et distante » dont il ne perçoit pas tous les enjeux techniques. Le citoyen français ne se sent pas très influent sur la politique nationale et a le sentiment qu'au niveau européen, c'est encore plus inaccessible.

Jean PEYRELEVADE explique qu'il faudrait envisager le marché européen comme le marché étasunien, c'est-à-dire unique, pour mieux comprendre et percevoir ce que, à terme, l'Union européenne pourra apporter au citoyen.

Delphine BENSE rebondit sur ce sujet en posant la question essentielle à ses yeux : que veulent réellement les peuples pour l'Europe ? **Henri MALOSSE** abonde dans son sens : il faut réellement construire l'Europe des peuples. L'assemblée gratifie cette idée d'applaudissements nourris.

Puis le débat reprend avec l'assemblée.

Une militante de Lyon explique à quel point elle estime que la France est une très mauvaise élève en matière d'Europe : le non au référendum, le non-respect des critères de Maastricht, les déficits... Elle déplore une sorte de protectionnisme, de repli malsain. Il faudrait à ses yeux renouveler la notion d'*exemplarité*. L'assemblée l'applaudit.

Après quoi un militant de Haute-Savoie se propose de lever un tabou national : le budget est au centre de la capacité d'action de l'Europe. Or, pour le moment et depuis 50 ans, le budget, c'est la PAC. Que faire ?

Henri MALOSSE rappelle que la PAC est la première et seule vraie politique européenne totalement intégrée. À son sens, il n'y a plus de *leader* politique européen qui ait une volonté politique de progresser, de développer de nouvelles grandes avancées européennes.

Ex : le brevet communautaire européen dont on parle depuis 40 ans mais qui ne voit toujours pas le jour. Du coup, les brevets sont déposés aux États-Unis. Nous manquons donc cruellement de *leaders* politiques qui sachent imposer la vision politique de l'intérêt général.

Un militant normand intervient ensuite pour rebondir sur l'Europe des peuples. Nous n'avons besoin de l'autorisation de personne pour la faire. « Je rêve d'une Université de rentrée du MoDem européen, et non pas que du seul MoDem français ». Applaudissements nourris.

Jean PEYRELEVADE rappelle à nouveau à quel point il est attaché à l'idée du développement de projets concrets. Il évoque à nouveau l'énergie. Si nous avons tous la même monnaie, pourquoi n'achetons-nous pas notre énergie tous ensemble, pour faire de réelles économies d'échelle ? De plus, cela aurait des effets positifs sur les esprits. L'Europe s'intéresserait concrètement aux problèmes quotidiens des citoyens. D'où cette idée phare : « On n'avancera plus si l'on n'est pas capable d'intéresser le citoyen sur des projets européens concrets ».

Henri MALOSSE, dans le même ordre d'idées, se pose en faveur d'un « plan C », le plan Citoyens : un véritable mouvement de citoyens, le MoDem pourrait l'être, qui développerait le sentiment de construction européenne. Il faut plus de rencontres, d'échanges. La société civile a un grand rôle à jouer.

Le débat reprend par l'interpellation d'un militant de Tourcoing qui s'étonne de voir la piscine de sa ville financée en partie par l'UE. En quoi cela contribue-t-il à la croissance de l'UE ? N'est-ce pas un luxe inutile ?

Par la suite, un militant évoque une technologie développée en Europe mais récupérée par les États-Unis faute de volonté politique chez nous.

Les interventions se font de plus en plus rapidement mais le niveau est très élevé, les expériences personnelles sont nombreuses.

Enfin, à la faveur d'une question sur les délocalisations, **Henri MALOSSE** précise qu'elles ne sont pas une fatalité. Au contraire, il faut laisser en Europe des filiales-mères. L'exemple de Nokia lui paraît le plus approprié.

Pour terminer, de concert avec **Jean PEYRELEVADE**, il explique que la seule chose qui fonctionnera, c'est la méthode Monnet : elle consiste à faire confiance à l'Europe et aux Européens.